

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 février 2026

DROIT À L'AIDE À MOURIR - (N° 2453)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

N° 774

AMENDEMENT

présenté par

Mme Lebon, M. Monnet, M. Brugerolles, M. Lecoq, M. Maillot, M. Maurel, M. Nadeau et
Mme Reid Arbelot

ARTICLE 5

Après l'alinéa 9, insérer l'alinéa suivant :

« 1° *bis* Prend connaissance du contenu du plan personnalisé d'accompagnement prévu à l'article L. 1110-10-1 si la personne en a élaboré un ou, à défaut, propose à la personne d'en formaliser un si elle le souhaite et s'assure de sa mise en œuvre ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement s'inscrit en cohérence avec l'article 14 de la proposition de loi « relative aux soins palliatifs et d'accompagnement » qui prévoit qu'un plan personnalisé d'accompagnement soit mis en place à l'annonce du diagnostic d'une affection grave. Ce plan étant « dédié à l'anticipation, à la coordination et au suivi des prises en charge sanitaire, sociale et médico-sociale » et comportant une « partie relative à la prise en charge de la douleur et de la perte d'autonomie », il paraît tout à fait opportun que le médecin en prenne connaissance au moment où la personne l'informe de son souhait de bénéficier d'une aide à mourir et qu'en l'absence d'un tel plan, il puisse lui proposer d'en formaliser un.